Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la promotion de la Santé et le Développement (URCB/SD)
Récépissé n° 2008-065/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 18 février 2008

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS OU D'UNE EQUIPE DE CONSULTANTS INDEPENDANTS POUR LA REALISATION DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET DJAMA BEOG-NERE AU PROFIT DE L'URCB/SD

Dans le cadre du projet Djama Béog-Neré, le Directeur Exécutif de l'URCB/SD lance un appel à candidature pour le recrutement d'un cabinet de consultants ou d'une équipe de consultants indépendants pour la réalisation de l'évaluation finale du projet. Les éventuels candidats sont priés de faire parvenir leur offre technique et leur offre financière selon les Termes de référence joint faisant partis de ce présent appel à candidature.
Référence de l'Appel à candidature : N°014/2026/URCB/SD/PDBN
Lieu de dépôt : Les propositions technique et financière sous plis fermé doivent être déposé au secrétariat de l'URCB/SD, Sis au quartier Zone 1, côté Ouest du Complexe Scolaire Bangré : École des Métiers. Tél : 25 50 03 73
Date de publication : le 23 Octobre 2026
Délais de dépôt : le 26 Octobre au 06 Novembre 2026

Le Directeur Exécutif

Moussa BAMBARA

Projet de renforcement de la résilience des populations à travers la promotion des valeurs de paix, de cohésion sociale et les droits humains « Djama Béog-néré »

TERMES DE REFERENCE

Pour
L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

Financement : Ambassade du Royaume des Pays-Bas
Convention n° : 24-0001087
Période du projet : 20 juillet 2024 – 30 avril 2027
Date de soumission attendue : 26 Octobre au 06 Novembre 2026

Table des matières

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 4
2. PRÉSENTATION DU PROJET 4
2.1. Objectifs du projet 4
2.2. Résultats attendus 5
2.3. Zones d'intervention 5
2.4. Acteurs de mise en œuvre 6
3. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION 6
3.1. Objectif général 6
3.2. Objectifs spécifiques 6
4. PORTÉE DE L'ÉVALUATION 6
4.1. Période couverte 6
4.2. Zones géographiques 6
4.3. Parties prenantes concernées 6
5. ..... **Erreur ! Signet non défini.**
5. AXES DE L'ÉVALUATION 7
5.1. Axe 1 – Les résultats obtenus 7
5.2. Axe 2 – Les changements produits 7
5.3. Axe 3 – La contribution du projet 7
5.4. Axe 4 – La durabilité des acquis 8
5.5. Axe 5 – Les enseignements et bonnes pratiques 8
5.6. Axe 6 – La capitalisation et les recommandations 8
6. ORGANISATION DE LA PRESTATION 8
6.1. Composante 1: Évaluation des activités du CERFI 8
6.2. Composante 2 : Évaluation des activités d'IQRA 9
6.3. Composante 3 : Évaluation des activités d'ITTIHAD ISLAMIA 9
6.4. Composante 4 : Évaluation des activités du CCIB 10
6.5. Composante 5 : Consolidation et rapport final 10
7. MÉTHODOLOGIE 11
7.1. Approche générale 11
7.2. Collecte des données 11
7.3. Analyse et validation 11
7.4. Considérations éthiques 11
8. LIVRABLES ATTENDUS 12
Pour les composantes 1 à 4 12
Pour la composante 5 12
9. PROFIL DES CONSULTANTS 12
Profil requis pour le Consultant Principal (Chef de mission – composante 5) 12
Profil requis pour les Consultants associés (composantes 1 à 4) 12
10. CALENDRIER PRÉVISIONNEL 13
11. CONTENU DE L'OFFRE 13
11.1. Offre technique 13
11.2. Offre financière 13
12. CRITÈRES DE SÉLECTION 14
13. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS 14
14. SOUMISSION DES CANDIDATURES 14

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Afrique de l'Ouest traverse depuis plusieurs années une période marquée par une montée inquiétante des violences et des conflits armés. Ces violences fragilisent les États, affaiblissent les économies et, surtout, détruisent le tissu social qui unit les communautés. Le Burkina Faso n'a pas été épargné. Depuis 2016, le pays est confronté à une escalade des attaques terroristes, avec des conséquences dramatiques sur les populations civiles. Les relations entre communautés se sont fortement détériorées, et les différences religieuses, ethniques ou générationnelles sont souvent instrumentalisées, creusant les divisions.

Dans ce climat de méfiance, la communauté musulmane se trouve dans une situation délicate. D'un côté, elle subit les violences au même titre que les autres composantes de la société. De l'autre, elle est victime d'une stigmatisation croissante : les actes terroristes sont trop souvent associés à l'islam, par ignorance ou par préjugé. Cette double peine renforce les tensions et complique la recherche de solutions durables pour la paix.

C'est dans ce contexte que l'Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la promotion de la Santé et le Développement (URCB/SD) a initié, avec le soutien financier et technique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, le projet « Djama Béog-néré ».

Le projet a pour ambition de renforcer la résilience des populations en promouvant des valeurs de paix, de cohésion sociale et de dialogue, tout en œuvrant pour l'autonomisation économique des femmes et l'amélioration de l'éducation dans les écoles coraniques. Sa mise en œuvre opérationnelle est assurée par quatre structures islamiques partenaires : le CERFI, le CCIB, l'association IQRA et l'association ITTIHAD ISLAMIA.

Le projet clôturera en avril 2027. Conformément à la convention de partenariat signée avec l'Ambassade des Pays-Bas, une évaluation finale est prévue.

Une évaluation à mi-parcours a déjà été conduite et a permis d'apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la cohérence de la mise en œuvre à ce stade. L'évaluation finale s'appuiera sur ses constats pour se concentrer sur ce qui a été concrètement obtenu, sur les changements produits, sur la contribution réelle du projet à ces changements, sur la durabilité des acquis, et sur les enseignements et recommandations à capitaliser pour de futures interventions.

Les présents termes de référence ont pour objet le recrutement d'une équipe de consultants pour la réalisation de cette évaluation finale.

2. PRÉSENTATION DU PROJET

2.1. Objectifs du projet

Objectif général

Contribuer à promouvoir la paix, la cohésion sociale et la résilience des populations à travers la promotion des valeurs de dialogue et connaissance mutuelle et l'autonomisation des femmes.

Objectifs spécifiques

1. Promouvoir les voies pacifiques à travers le discours des leaders religieux musulmans dans la communauté des musulmans ;
2. Assurer l'autonomisation économique des femmes et la qualité de l'éducation des apprenants des écoles coraniques ;
3. Renforcer les capacités des structures islamiques porteuses de discours de paix/

2.2. Résultats attendus

Résultat 1 : Des voies pacifiques à travers les discours des leaders religieux musulmans sont définies et mis en œuvre

Ce résultat vise à promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers des actions variées : émissions radio et télé, chansons, sketches, forums éducatifs, retraites des communautés religieuses et coutumières, sermons, homélies et documents de sensibilisation et de plaidoyer. L'objectif est de créer un réseau de leaders religieux et coutumiers capables de diffuser des discours de vivre-ensemble, de la cohésion sociale, de la paix et de lutte contre l'extrémisme violent au BURKINA FASO à la lumière des préceptes religieux et coutumiers.

Résultat 2 : Des actions d'autonomisation économique des femmes et jeunes hommes sont créées

Des activités génératrices de revenus sont mises en place : espaces aménagés le prenant en compte des forages, serres, bassins piscicoles, poulaillers, kits de production, appui à la création de coopératives et de formations. L'objectif est de renforcer l'autonomie économique des femmes et des jeunes hommes.

Résultat 3 : Des outils holistiques sont définis pour améliorer la qualité de l'éducation des apprenants des structures d'éducation musulmanes (SEM).

Le projet soutient la formation des enseignants, l'élaboration de curricula adaptés, la production des capsules vidéo illustrant la pratique pédagogiques et la dotation en matériels didactique, numérique et solaire.

Résultat 4 : Les capacités des structures islamiques partenaires porteuses de discours de paix sont renforcés.

Un appui institutionnel et technique est apporté aux quatre organisations de mise en œuvre pour améliorer leur gouvernance et leur efficacité.

Résultat 5 : Le dispositif de suivi-évaluation et la capitalisation du projet est mis en œuvre.

Des revues semestrielles, des missions de supervision, des évaluations et des activités de capitalisation/documentation sont organisées pour assurer le suivi et l'apprentissage tout au long du projet.

2.3. Zones d'intervention

Le projet intervient dans plusieurs régions du Burkina Faso, notamment :

Région	Localités
KADIOGO	Ouagadougou, Saaba (Koala), Loumbila (Gouè et Zongo), Dapélogo
DJÔRÔ	Gaoua
OUBRI	Ziniaré, Zorgho
KOULSÉ	Kaya
NAKAMBE	Tenkodogo
NAZINON	Manga, Kombissiri, Pô
YAADGA	Ouahigouya, Yako, Gourcy
BANKUI	Dédougou, Boromo
GUIRIKO	Bobo-Dioulasso, Orodara, Houndé
NANDO	Koudougou
GOULMOU	Fada N'Gourma
TANNOUNYAN	Banfora

2.4. Acteurs de mise en œuvre

Rôle	Structures
Bailleur de fonds	Ambassade du Royaume des Pays-Bas
Agence fiduciaire	Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la promotion de la Santé et le Développement (URCB/SD)
Partenaires de mise en œuvre	CERFI, IQRA, ITTIHAD ISLAMIA, CCIB
Bénéficiaires	Leaders religieux et coutumiers, femmes, jeunes, apprenants des écoles coraniques, artistes, médias, autorités administratives et locales

3. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

3.1. Objectif général

Réaliser une évaluation indépendante, participative et inclusive du projet « Djama Béog-néré » afin d'apprécier les résultats obtenus sur l'ensemble de la période de mise en œuvre, d'analyser les effets et impacts du projet, de tirer les leçons de l'expérience et de formuler des recommandations pour de futures interventions.

3.2. Objectifs spécifiques

- Mesurer les résultats obtenus au regard des indicateurs du cadre logique et identifier les objectifs non atteints ;
- Analyser les changements (attendus et inattendus) produits chez les bénéficiaires et dans les communautés ;
- Apprécier la contribution du projet à ces changements et identifier les autres facteurs explicatifs ;
- Apprécier la durabilité des acquis et la capacité des acteurs locaux à les pérenniser ;
- Identifier les enseignements et bonnes pratiques et analyser les facteurs de réussite ou d'échec ;
- Formuler des recommandations de capitalisation et de réplication pour de futures interventions.

4. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

4.1. Période couverte

L'évaluation couvre l'ensemble de la période de mise en œuvre du projet : 20 juillet 2024 au 30 avril 2027.

4.2. Zones géographiques

L'évaluation couvre l'ensemble des zones d'intervention du projet. Les consultants proposeront un échantillon représentatif de sites, en privilégiant les localités où les activités ont été les plus intenses (là où beaucoup de PMO sont intervenus).

4.3. Parties prenantes concernées

Seront consultés :

- L'équipe de coordination de l'URCB/SD ;
- Les équipes des quatre partenaires de mise en œuvre (CERFI, IQRA, ITTIHAD ISLAMIA, CCIB) ;

- Les leaders religieux et coutumiers formés (« champions ») ;
- Les bénéficiaires directs : femmes des coopératives, jeunes hommes, apprenants des écoles coraniques, enseignants, parents d'élèves et fondateurs de SEM concernés ;
- Les autorités administratives locales ;
- Les partenaires institutionnels (Ministères, directions techniques) ;
- Les partenaires médiatiques (télé, radio et médias en ligne) ;
- Les artistes ayant participé aux productions ;
- Les personnes déplacées internes et autres groupes vulnérables inclus dans le projet.

4.4. Documents de référence

L'URCB/SD mettra à la disposition des consultants, dès le démarrage de la mission, l'ensemble de la documentation utile, dont notamment :

- Le rapport de l'évaluation à mi-parcours du projet, qui constitue un document de référence central que les consultants devront s'approprier afin d'éviter toute répétition des analyses de processus déjà traitées ;
- Le cadre logique du projet et les indicateurs de performance ;
- Les rapports d'activités trimestriels, semestriels et annuels ;
- Les plans de travail annuels et rapports financiers ;
- Les livrables du projet (documents de plaidoyer, curricula, supports pédagogiques, productions médiatiques et artistiques).

5. AXES DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale est structurée autour de six axes d'évaluation, centrés sur les résultats, les changements et la contribution du projet.

Axe 1 – Les résultats obtenus

- Qu'est-ce qui a réellement été réalisé au regard des cinq résultats attendus du cadre logique ?
- Quels résultats et indicateurs ont été atteints, partiellement atteints ou non atteints ?
- Quels objectifs n'ont pas été atteints, et pour quelles raisons ?

Axe 2 – Les changements produits

- Qu'est-ce qui a changé chez les leaders religieux et coutumiers, les femmes, les jeunes hommes, les apprenants des écoles coraniques et plus largement, dans les communautés ?
- Quels effets le projet a-t-il réellement générés en matière de cohésion sociale, de réduction des discours haineux, de dialogue inter et intra-religieux, d'autonomisation économique et de qualité de l'éducation dans les SEM ?
- Y a-t-il eu des effets inattendus, positifs ou négatifs ?

Axe 3 – La contribution du projet

- Dans quelle mesure les changements observés peuvent-ils être attribués ou reliés à l'intervention du projet « Djama Béog-néré » ?
- Quels autres facteurs (actions d'autres acteurs, dynamiques communautaires) ont pu jouer un rôle dans ces changements ?

- La collaboration entre les quatre partenaires de mise en œuvre et la coordination de l'URCB/SD ont-elles renforcé cette contribution ?

Axe 4 – La durabilité des acquis

- Les résultats et les changements observés vont-ils se poursuivre après la fin du projet ?
- Les acteurs locaux (structures partenaires, coopératives, réseaux de leaders, SEM) disposent-ils des capacités et des ressources nécessaires pour pérenniser les acquis ?
- Quels sont les principaux risques qui menacent la durabilité et quelles mesures pourraient être prises pour la renforcer ?

Axe 5 – Les enseignements et bonnes pratiques

- Qu'est-ce qui a bien fonctionné et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui a moins bien fonctionné et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui devrait être reproduit, adapté ou évité dans de futures interventions similaires ?

Axe 6 – La capitalisation et les recommandations

- Quelles leçons peuvent être transférées à d'autres projets ou contextes ?
- Que faut-il améliorer dans la conception, la mise en œuvre ou le dispositif de suivi-évaluation des futurs programmes de l'URCB/SD et de ses partenaires ?
- Quelles recommandations opérationnelles et priorisées peuvent être formulées à l'attention du bailleur, de l'URCB/SD et des partenaires de mise en œuvre ?

6. ORGANISATION DE LA PRESTATION

Compte tenu de l'ampleur du projet et de la diversité des interventions, la prestation est organisée en composantes thématiques correspondant chacune à un partenaire de mise en œuvre ou à la consolidation finale.

La prestation sera confiée à une équipe de consultants, composée :

- **d'un Consultant Principal (Chef de mission)**, responsable de la composante 5 (consolidation et rapport final) et de la coordination d'ensemble de la mission ;
- **de quatre Consultants associés**, chacun en charge de l'évaluation spécifique d'une structure partenaire (composantes 1 à 4).

Cette équipe soumet une offre technique et financière unique et signe un contrat unique avec l'URCB/SD. Le Chef de mission est responsable devant l'URCB/SD de la coordination technique, du respect des délais et de la qualité de l'ensemble des livrables, y compris ceux produits par les consultants associés.

6.1. Composante 1: Évaluation des activités du CERFI

Les activités menées par le Cercle d'Études, de Recherches et de Formation Islamiques (CERFI) sont logées le résultat 1 (voix pacifiques – volet dialogue intra religieux).

Activités à évaluer :

- forums éducatifs (formation des imams et prêcheurs) ;
- plaidoyer auprès des leaders religieux et autorités ;

- Suivi et évaluation des activités des champions formés, la diffusion des discours de paix, de vivre ensemble, de cohésion sociale par les leaders musulmans formés.
- Production et diffusion du document de plaidoyer et de sensibilisation ;

Zones d'intervention du CERFI : Banfora ; Bobo-Dioulasso ; Gaoua ; Gourcy ; Houndé ; Kaya ; Koudougou ; Manga ; Ouahigouya ; Pô ; Boromo ; Dédougou ; Orodara ; Kombissiri ; Tenkodogo ; Ziniaré ; Zorgho ; Fada N'Gourma ; Yako ; Ouagadougou.

Livrables spécifiques :

- Rapport d'évaluation des activités du CERFI ;
- Base de données des personnes enquêtées et des données collectées ;
- Présentation PPT des principaux résultats.

Durée : 30 jours calendaires

6.2. Composante 2 : Évaluation des activités d'IQRA

Les activités conduites par l'association IQRA concernent spécifiquement les résultats 2 (autonomisation économique) et 3 (éducation).

Activités à évaluer :

- Formations des bénéficiaires en leadership, entrepreneuriat et métiers ;
- Dotation en infrastructures et matériels (forages, serres, kits) ;
- Création et accompagnement des coopératives ;
- Formation des enseignants des structures d'éducation musulmanes (SEM) ;
- Dotation en matériel didactique, informatique et solaire ;
- Production de vidéos pédagogiques.

Zones d'intervention d'IQRA :

- ***Pour le résultat 2*** **:** Dapélogo, Loumbila (Zongo et Gouè), Saaba (Koala) ;
- ***Pour le résultat 3*** **:** Ouagadougou et Saaba

Livrables spécifiques :

- Rapport d'évaluation des activités de l'association IQRA
- Base de données des personnes enquêtées et des données collectées
- Présentation PPT des principaux résultats

Durée estimée : 45 jours calendaire

6.3. Composante 3 : Évaluation des activités d'ITTIHAD ISLAMIA

Les activités qui sont la responsabilité de l'association ITTIHAD ISLAMIA contribuent directement au résultat 1 (voies pacifiques – volet dialogue interreligieux).

Activités à évaluer :

- Table ronde des communautés religieuses et coutumières
- Retraites religieuses et coutumières pour l'appropriation du document de plaidoyer
- Production et diffusion du document de plaidoyer et de sensibilisation à l'endroit des communautés religieuses et coutumière.
- Sessions de renforcement des capacités des leaders
- Animation du réseau (les groupes WhatsApp) et suivi des actions des leaders religieux et coutumiers ayant participé aux retraites.

Zones d'intervention d'ITTIHAD ISLAMIA : Ouagadougou**,** Ziniaré, Tenkodogo, Koudougou, Ouahigouya, Bobo-Dioulasso, Kaya, Manga, Gaoua, Banfora, Dédougou.

Livrables spécifiques :

- Rapport d'évaluation des activités d'ITTIHAD ISLAMIA ;
- Base de données des personnes enquêtées et des données collectées ;
- Présentation PPT des principaux résultats.

Durée estimée : 30 jours calendaires

6.4. Composante 4 : Évaluation des activités du CCIB

Les activités menées par le Centre Culturel Islamique du Burkina (CCIB) rentre dans le cadre du Résultat 1 (voies pacifiques - communication et culture).

Activités à évaluer :

- Production et diffusion des émissions radio et télé en analogie et en ligne ;
- Production de capsules vidéo et infographies ;
- Production de chansons et sketches ;
- Organisation d'événements communautaires (caravane de la paix, forum des acteurs) ;
- Animation des réseaux sociaux.

Zones d'intervention du CCIB : Nationale (diffusion médiatique).

Livrables spécifiques :

- Rapport d'évaluation des activités du CCIB ;
- Base de données des personnes enquêtées et des données collectées ;
- Présentation PPT des principaux résultats.

Durée estimée : 30 jours calendaires

6.5. Composante 5 : Consolidation et rapport final

Consolidation des résultats des quatre évaluations spécifiques en un seul rapport d'évaluation final du projet, structuré autour des six axes d'évaluation définis à la section 5.

Activités à réaliser :

- Analyse des rapports des quatre composantes et identification des tendances transversales
- Synthèse des résultats par résultat et par critère d'évaluation
- Élaboration d'un rapport unique d'évaluation finale du projet
- Organisation d'un atelier de restitution et de validation des résultats
- Rédaction du rapport final consolidé

Livrables spécifiques :

- Rapport final consolidé d'évaluation du projet ;
- Résumé exécutif ;
- Présentation PPT pour l'atelier de restitution ;
- Plan d'action correctif et recommandations.

Durée estimée : 30 jours calendaires

Note ***: le Consultant Principal (Chef de mission) travaille en étroite collaboration avec les consultants associés en charge des composantes 1 à 4, tout au long de la mission, afin d'assurer la cohérence méthodologique et la qualité du rapport final.***

7. MÉTHODOLOGIE

7.1. Approche générale

L'équipe de consultants proposera une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. La méthodologie devra être participative, inclusive et sensible au genre, et devra permettre de documenter chacun des six axes d'évaluation définis à la section 5 (résultats, changements, contribution, durabilité, enseignements, capitalisation). Elle permettra de croiser les sources et les méthodes pour renforcer la validité des conclusions.

L'équipe est libre de proposer la méthodologie qu'elle juge la plus adaptée à chaque composante. Celle-ci sera détaillée dans l'offre technique et validée lors de la phase de démarrage.

7.2. Collecte des données

La collecte des données combinera plusieurs techniques :

a) Revue documentaire

- Cadre logique du projet et indicateurs de performance ;
- Rapports d'activités trimestriels, semestriels et annuels ;
- Rapports financiers ;
- Plans de travail annuels ;
- Rapport de l'évaluation à mi-parcours (document de référence central, cf. section 4.4) ;
- Rapports d'évaluation à mi-parcours ;
- Produits du projet (documents de plaidoyer, curricula, supports pédagogiques) ;
- Données de suivi des indicateurs ;
- Publications médiatiques et productions artistiques.

b) Enquêtes quantitatives

- Administration de questionnaires auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires ;
- Les données seront désagrégées par sexe, âge, localité et statut (PDI, PVH, etc.) ;
- La taille de l'échantillon sera justifiée par le consultant.

c) Entretiens qualitatifs

- Entretiens individuels semi-structurés avec les parties prenantes clés ;
- Focus groups avec des groupes spécifiques (femmes et jeunes hommes des coopératives, leaders religieux et coutumiers formés, enseignants, élèves et parents d'élèves, etc.).

d) Observations sur le terrain

- Visites de sites pour observer les infrastructures et échanger avec les bénéficiaires

e) Atelier de restitution

- Organisation d'un atelier de validation des résultats préliminaires avec les parties prenantes

7.3. Analyse et validation

- Les données quantitatives seront analysées à l'aide de logiciels statistiques.
- Les données qualitatives feront l'objet d'une analyse thématique et de contenu.
- Les résultats seront triangulés pour renforcer les conclusions.
- Un atelier de restitution permettra de valider les résultats et d'enrichir les recommandations.

7.4. Considérations éthiques

- Les consultants devront respecter les principes éthiques : consentement éclairé, confidentialité, anonymat, non-discrimination.
- Une attention particulière sera portée à la protection des données personnelles.
- Les guides d'entretien seront adaptés au contexte culturel et religieux.

8. LIVRABLES ATTENDUS

Pour les composantes 1 à 4

- Rapport de démarrage
- Outils de collecte validés
- Rapport d'évaluation spécifique
- Présentation PowerPoint
- Base de données

Pour la composante 5

- Rapport de démarrage
- Rapport préliminaire consolidé
- Atelier de restitution
- Présentation PowerPoint
- Rapport final consolidé
- Résumé exécutif
- Plan d'action correctif

9. PROFIL DES CONSULTANTS

9.1. Profil requis pour le Consultant Principal (Chef de mission – composante 5)

Formation

- Doctorat ou Master en évaluation, sciences sociales, développement, ou domaine connexe.

Expérience

- Au moins 10 ans d'expérience dans l'évaluation de projets de développement ;
- Expérience dans la coordination d'équipes d'évaluation multi-composantes et la consolidation de rapports ;
- Expérience dans les domaines de la paix, de la cohésion sociale, du genre ou des droits humains.

Compétences spécifiques

- Excellentes capacités de synthèse et de rédaction ;
- Capacité à animer des ateliers de restitution ;
- Expérience dans l'élaboration de plans d'action stratégiques.

9.2. Profil requis pour les Consultants associés (composantes 1 à 4)

Formation

- Master ou équivalent en évaluation, sciences sociales, développement, gestion de projet, paix et cohésion sociale, ou domaine connexe.

Expérience

- Au moins 5 ans d'expérience dans l'évaluation de projets de développement ;
- Expérience dans les domaines de la paix, de la cohésion sociale, de l'autonomisation économique, de l'éducation ou de la communication pour le développement ;
- Expérience de travail avec des organisations confessionnelles ou en milieu religieux (en particulier musulman) serait un atout majeur.

Connaissances

- Bonne connaissance du Burkina Faso, de ses dynamiques sociales et religieuses ;
- Compréhension des enjeux liés à la paix, à la cohésion sociale et à l'extrémisme violent.

Compétences techniques

- Maîtrise des méthodologies d'évaluation mixtes ;
- Maîtrise des outils numériques de collecte et d'analyse de données ;
- Excellentes capacités de rédaction et de synthèse en français ;
- Capacité à animer des ateliers participatifs.

Qualités personnelles (applicables à toute l'équipe)

- Rigueur, intégrité et sens de la confidentialité ;
- Sensibilité aux questions de genre et d'inclusion ;
- Capacité à travailler en équipe et avec des partenaires multiples.

10. CALENDRIER PRÉVISIONNEL

La mission est prévue pour une durée totale de 30 à 45 jours ouvrables selon les composantes (période indicative : novembre à Décembre 2026).

11. CONTENU DE L'OFFRE

L'équipe de consultants soumet une offre technique et une offre financière uniques, couvrant l'ensemble des cinq composantes.

11.1. Offre technique

- Compréhension des termes de référence ;
- Proposition méthodologique détaillée pour chaque composante, articulée autour des six axes d'évaluation ;
- Composition de l'équipe (Consultant Principal et Consultants associés) et répartition des responsabilités ;
- Chronogramme global et par composante ;
- Plan de gestion des risques ;
- CV du Consultant Principal, des Consultants associés et de toute personne ressource ;
- Références d'au moins deux rapports d'évaluation similaires réalisés, une attestation de bonne fin d'exécution.

11.2. Offre financière

L'offre financière détaillée en francs CFA comprendra :

- Honoraires (par jour et forfait global)
- Frais de déplacement, hébergement et per diem
- Frais de communication et de coordination
- Frais de collecte des données
- Frais de rédaction et de reproduction
- Toutes taxes applicables

12. CRITÈRES DE SÉLECTION

Critères	Pondération
Qualité et pertinence de la proposition technique	**40 %**
Expérience et qualifications de l'équipe (Consultant Principal et Consultants associés)	**35 %**
Offre financière	**25 %**

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien éventuel.

13. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Les consultants travailleront sous la supervision du Directeur Exécutif de l'URCB/SD et en collaboration avec le chef du département programme et le Coordonnateur Suivi-Évaluation.

L'URCB/SD mettra à disposition :

- Les documents disponibles sur le projet
- Les coordonnées des partenaires de mise en œuvre

Les consultants sont responsables :

- De la planification et de l'exécution de la mission
- De la qualité des données collectées
- De la rédaction des rapports dans les délais
- Du respect des principes éthiques et de la confidentialité

Le consultant Principal (Chef de mission) assurera :

- La coordination avec les Consultants associés en charge des composantes 1 à 4 ;
- La coordination avec les consultants des composantes 1 à 4
- La cohérence méthodologique de l'ensemble de l'évaluation
- La consolidation des résultats en un seul rapport final.

14. SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les dossiers complets doivent être envoyés au plus tard le 15 octobre 2026 à 16h30 au siège de l'URCB/SD.

Objet : « **Candidature - Évaluation finale- Projet DJAMA BÉOG-NÉRÉ** »

Pièces à fournir :

1. Lettre de motivation présentant l'équipe proposée ;
2. CV actualisé du consultant Principal, des Consultants associés et de toute personne ressource ;
3. Offre technique

4. Offre financière détaillée
5. Au moins un rapport d'évaluation similaire réalisé
6. Attestation de bonne fin d'exécution.